

LA PRESSE EN REVUE...



MARDI 10 FÉVRIER 2015

SOMMAIRE

- 1) Il veut éviter...
- 2) Pas trop la ramener...
- 3) Il change de barque
- 4) Ni ni pour l'un, ni ni pour l'autre ?!!!
- 5) Discretion pour Valls
- 6) Le sport préféré des français...
- 7) Je t'embrouille
- 8) Le Val-de-Marne à la dérive...
- 9) Harcèlement scolaire



Gérard Diez La Presse en Revue

I) Valls veut « casser les ghettos » pour éviter que « tout explose »



Le camp des Milles, près d'Aix-en-Provence - Claude Paris/AP/SIPA

Le Premier ministre a débuté sa visite de deux jours à Marseille par un déplacement au camp d'internement et de déportation des Milles. Il y a fait un discours de 45 minutes devant un parterre de collégiens.

Avant de se rendre à Marseille, où la cité de la Castellane est sous haute surveillance depuis que des échanges de tirs ont éclaté dans la matinée, Manuel Valls était au début de l'après-midi, au camp d'internement et de déportation des Milles, près d'Aix-en-Provence. Le Premier ministre s'est prêté pendant 45 minutes à des questions réponses avec des élèves d'établissements d'éducation prioritaire et enseignants de l'agglomération marseillaise.

Manuel Valls a notamment promis de « tout faire pour casser ces ghettos, ces murs, qui sont souvent dans les têtes, c'est une priorité. Cela fait 30 ans qu'on fait ça, tous les gouvernements l'ont fait avec la même bonne volonté. Mais on sent bien maintenant qu'il faut passer à un autre stade, sinon tout va exploser, notamment dans ces quartiers populaires ».

Interrogé par un élève sur « les gens dans un certain nombre de quartiers qui se sentent indésirables », Manuel Valls a d'abord pris soin de marquer la différence entre les persécutions d'État de l'Occupation et la situation des quartiers, car « si on mélange tout, si tout est mis sur un même pied d'égalité, on ne s'en sort pas ». « Mais faire ce constat ne veut pas dire qu'on ne reconnaît pas qu'il y a des problèmes graves et lourds dans un certain nombre de quartiers populaires ». « Il ne faut pas se mentir, c'est un problème de très longue haleine », a-t-il dit, rappelant avoir parlé le mois dernier d'un « apartheid social, territorial et ethnique ».

Rénovation urbaine, école, remettre « de la culture et de la vie » dans les quartiers : le Premier ministre a évoqué quelques pistes, sur des thèmes qu'il doit encore aborder lors de la suite de sa visite à Marseille. Manuel Valls a dit vouloir « lutter contre ces processus qui visent à mettre toujours dans les mêmes quartiers, toujours les mêmes personnes des mêmes origines, pour qu'ils s'y sentent isolés complètement » et promis d'« être impitoyable contre les discriminations, car les discriminations, ça a un autre nom, c'est le racisme ».

Il a également appelé les 150 élèves de l'assistance à « apprendre à être français et à aimer d'être français ». « Être français, c'est pas

une couleur de peau, c'est pas un lieu de naissance », a-t-il dit aux enfants.

Le Vel d'Hiv du Sud

Le camp des Milles illustre le pire de la politique de collaboration de Vichy avec l'Allemagne. C'est précisément de cette histoire longtemps méconnue que ce Mémorial entend pédagogiquement tirer les leçons aujourd'hui, pour donner aux jeunes générations des outils de réflexion au service de la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et les discriminations. Les Milles est le seul grand camp d'internement et de déportation sous commandement français encore intact. Un « Vel d'Hiv du Sud », selon les responsables du Mémorial.

Quelque 10.000 étrangers transitèrent dans cet immense bâtiment de briques rouges de 15.000 m². Parmi eux, particularité de ce camp, de nombreux artistes et intellectuels allemands ou autrichiens réfugiés en France pour fuir le nazisme, majoritairement juifs, qui se retrouvèrent pourtant à leur plus grande incompréhension derrière les barbelés en tant que « ressortissants de la puissance ennemie ». Les peintres Max Ernst et Hans Bellmer, les écrivains Lion Feuchtwanger ou Walter Hasenclever, ou encore le prix Nobel de médecine Otto Meyerhoff, furent de ceux-ci.

Les Milles fut ensuite officiellement désigné camp de transit de la zone Sud pour tous les « indésirables » de Vichy, en raison de sa proximité avec le port de Marseille, malgré toutes les difficultés à fuir la France.

Le pire finira par être commis durant l'été 1942 : la déportation de plus de 2.000 Juifs considérés comme étrangers, dont une centaine d'enfants, vers Drancy et donc Auschwitz, illustration du fait que le régime de Vichy a bel et bien livré de sa propre initiative des enfants juifs à l'Allemagne nazie.

Le Mémorial, inauguré en 2011 par le Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, après trente ans de mobilisation des porteurs du projet, retrace in situ toutes les étapes de cette histoire.

lesechos.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

II) Législative du Doubs: le PS rompt la spirale de l'échec électoral



Le candidat PS, Frédéric Barbier, victorieux à l'élection partielle du 8 février face au FN. AFP PHOTO / SEBASTIEN BOZON

Par RFI

Le socialiste Frédéric Barbier a remporté d'une courte tête le duel qui l'opposait, dimanche 8 février, à la candidate du FN, Sophie Montel. Il s'impose donc lors de ce second tour de la législative partielle du Doubs, avec 51,43% des suffrages contre 48,57%. Ce scrutin pouvait être perçu comme ayant une valeur de test national.

Avec notre envoyée spéciale à Montbéliard, Véronique Rigolet

C'est une victoire sur le fil pour Frédéric Barbier, à un petit millier de voix devant la candidate frontiste. La victoire est courte mais belle pour la gauche qui a su se mobiliser dans le Doubs pour faire barrage au Front national. La participation était d'ailleurs en hausse de 10 points au second tour. Frédéric Barbier doit donc sa victoire à une remobilisation de la gauche locale, mais également à l'aide d'une partie des électeurs UMP.

« Je tiens à remercier tous les électeurs qui se sont reportés sur mon nom, a-t-il déclaré. Bien sûr les électeurs de gauche, mais également les forces républicaines. Je pense à l'UDI, au Modem, à une partie de l'UMP avec des personnalités telles qu'Alain Juppé ou Nathalie Kosciusko-Morizet, qui se sont pour certaines affranchies de décisions de groupe politique pour appeler à voter pour moi », a dit Frédéric Barbier.

A peine élu, le député socialiste s'inquiète de la progression du FN et n'hésite pas à interpeller le gouvernement : « Chers amis, il ne faut pas se voiler la face. Il est grand temps, avant qu'il ne soit trop tard, de promouvoir et d'accélérer les réformes audacieuses et que le personnel politique

accepte de se remettre en cause. »

Côté Front national, la courte défaite est également vécue comme une victoire face au système, raille Sophie Montel. Pour elle, c'est une leçon faite à l'ensemble de la classe politique, du PS à l'UMP, en passant par les Verts et les centristes. Elle se félicite de la voie royale qui, estime-t-elle, s'ouvre désormais pour le FN.

« Par rapport aux élections législatives de 2012 au deuxième tour, nous avons gagné 25 points alors que le Parti socialiste ne progresse que d'un point environ. Pour moi, cela nous ouvre un boulevard pour 2017, c'est la voie royale », a lancé Mme Montel. A six semaines des élections départementales, le PS vient en tout cas de rompre avec la spirale de l'échec aux scrutins électoraux. Une dynamique nouvelle malgré la montée du FN.

rfi.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

III) Des élus UMP rallient le Front national à Marseille

LIBERATION



Le maire Front national du 7e secteur de Marseille, Stéphane Ravier, dans un discours après sa victoire aux sénatoriales, le 28 septembre. (Photo Bertrand Langlois.AFP)

Au lendemain de la législative partielle dans le Doubs, c'est une nouvelle qui devrait faire un peu de bruit. Selon nos confrères de France 3 Provence-Alpes, les conseillers municipaux UMP du 7e secteur de Marseille (constitué des 13e et 14e arrondissements de la ville) Karim Herzallah et Caroline Gallo ont annoncé ce lundi qu'ils allaient rejoindre les rangs du FN. Le maire du 7e secteur de la ville est le frontiste Stéphane Ravier, élu en mars dernier, qui a exprimé sa satisfaction sur Twitter.



Stéphane Ravier ✓ @Stephane_Ravier
Je présenterai à la presse à 10h les deux élus qui quittent l'UMP pour rejoindre la majorité FN-RBM des 13e/14e arrondissements. #Marseille

Cité par France 3, Karim Herzallah explique qu'il en avait «ras-le-bol d'être l'arabe de service» au sein de l'UMP locale.

Caroline Gallo estime quant à elle que ses «idées sont plus proches du Front national». En passant de l'UMP au FN, ils quittent aussi l'opposition pour entrer dans la majorité. L'UMP n'a donc plus que cinq conseillers dans ce secteur.

liberation.fr

Paris : il brûle un drapeau israélien devant l'Hyper Cacher



ILLUSTRATION. Un individu a brûlé un drapeau de l'Etat juif devant la supérette attaquée par Amedy Coulibaly. (AFP/Mehri Behrouz.)

Un homme de 38 ans a été interpellé ce lundi midi après avoir tenté de brûler un drapeau israélien devant l'Hyper Cacher de Paris (XIIIe) où quatre personnes de confession juive avaient été tués par Amedy Coulibaly le 9 janvier.

L'homme — connu de la police pour des affaires de «destructions volontaires» — a été interpellé «en flagrant délit» par des policiers de la direction de l'ordre public et de la circulation (DOPC), puis placé en garde à vue.

On ignorait les raisons précises de son geste peu avant 16 heures.

leparisien.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

IV) Partielle du Doubs: un séisme pour l'UMP, un avertissement pour le PS

Par Hubert Huertas



Sophie Montel et Marine Le Pen. © (dr)

C'est à peine un soulagement pour le Parti socialiste. Son candidat, Frédéric Barbier, a remporté la législative partielle de la quatrième circonscription du Doubs. Le score est serré : 51,43 % contre 48,57 % à la candidate du Front national Sophie Montel. Ce résultat interpelle la gauche, il constitue surtout une bombe pour Nicolas Sarkozy et la droite dont l'électorat a massivement choisi l'extrême droite.

« Je ne me réjouis pas, je ne pavoise pas », a commenté le candidat socialiste Frédéric Barbier, soulagé mais lucide, après sa courte victoire sur le Front national. Une défaite eût été catastrophique, mais cette victoire n'en est pas une. Au bout d'une soirée d'angoisse, le communiqué du Parti socialiste allait d'ailleurs dans le sens de son nouveau député : « Cette victoire est une éclaircie, elle ne constitue en rien une embellie. Pour 2017, le danger demeure, non pas d'un 21 avril inversé mais d'un 21 avril aggravé. »

Effectivement. Esprit du 11 janvier ou pas, la situation de la France est désormais celle-ci : personne ne peut vraiment contredire le diagnostic de Marine Le Pen lorsqu'elle déclare que *« le PS a gagné d'un cheveu, mais c'est le FN qui est le grand vainqueur de l'élection »*. Même si, naturellement, la victoire d'un cheveu de Sophie Montel aurait fait l'effet d'un K.-O., et que le K.-O. n'a pas eu lieu.

Mais les faits sont là, 51,43 % pour le candidat socialiste, 48,57 % pour la candidate frontiste Sophie Montel. Malgré une mobilisation plus importante (6 403 électeurs supplémentaires au second tour), l'élection s'est jouée à seulement 863 voix. Ce résultat confirme le changement de nature du parti d'extrême droite, d'ailleurs enregistré par toutes les élections partielles : le Front national ne se contente plus, comme au temps de Jean-Marie Le Pen, de réaliser des scores notables au premier tour et de plafonner au second. Il grossit au second tour et profite lui aussi d'une plus forte participation. Il rassemble, pas encore toute la droite, mais une bonne partie d'entre elle.

Entre les deux tours, le candidat socialiste a progressé de 8 832 voix, ce qui est une proportion classique depuis trente ans. Mais la candidate Front national a attiré sur son nom 6 299 voix supplémentaires, et ce phénomène était

impensable il y a seulement cinq ans. Souvenez-vous du score de Jean-Marie Le Pen en 2002 : 16,8 % au premier tour, 17,7 % au second !

Si Frédéric Barbier n'a pas perdu, c'est d'abord parce que le "Front républicain", contrairement à ce que répète l'UMP, n'est pas tout à fait mort. L'addition de toutes les forces de gauche (PS, Front de gauche, écologistes...) plafonnait à 37 points le 1er février. Et le total de toutes les droites atteignait 60 % ! Il a donc bien fallu que des électeurs du candidat UMP aient suivi les conseils d'Alain Juppé ou de Nathalie Kosciusko-Morizet. Comme il a fallu que des électeurs d'Europe Écologie, et du Front de gauche, en dépit du silence de Jean-Luc Mélenchon, se résignent à voter pour "le moins pire".

Il a aussi fallu que le ni-ni contorsionniste de l'UMP laisse à peu près indifférente une partie non négligeable des électeurs de la droite et du centre, même si on trouve une trace des consignes d'abstention dans l'accroissement des bulletins blancs ou nuls : 2 964 ce dimanche soir, c'est-à-dire 2 000 de plus que la semaine précédente.

Mais le principal enseignement se lit en fait dans la comparaison des élections de 2012 et de la partielle d'hier soir. Au second tour des législatives de 2012, dans un contexte très favorable au PS, Pierre Moscovici avait été élu dans une triangulaire, avec 49,3 % des voix, devant l'UMP à 26,2, et le FN à 24,4. Faites le total de l'extrême droite et de la droite cette année-là, et vous obtenez, grosso modo, le score du 8 février 2015 dans la même circonscription (48,57 %).



Nicolas Sarkozy © Reuters

Ce qui frappe donc dans cette partielle, et qui est sans doute inédit, c'est que le stade de ce qu'on appelait la « porosité » entre les électors de la droite et de l'extrême droite est désormais dépassé. Face au PS, et face à la gauche en général, la droite et l'extrême droite peuvent ne

plus faire qu'un seul groupe et se superposer. Cette réalité crue, si elle se vérifiait ailleurs en France, et notamment lors des prochaines élections départementales et régionales, poserait inévitablement un problème d'identité à la droite centriste et modérée, en dépassant de loin la question du ni-ni.

Il ne s'agirait plus, pour l'UDI comme pour les modérés de l'UMP, de savoir ce qu'il faut faire en cas de second tour PS-FN. Ces mêmes modérés vont devoir choisir : continuer le chemin, ou rompre avec cette droite sarkozyste qui, de concessions en discours de Grenoble, n'hésite plus à se confondre avec sa cousine extrême.

mediapart.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

V) Doubs : Valls donne des consignes de discrétion au gouvernement

Laure BRETTON



Manuel Valls avec Bernard Cazeneuve et Najat Vallaud-Belkacem ce lundi au camp des Milles à Aix-en-Provence. (Photo Anne-Christine Poujoulat. AFP)

Après la victoire très serrée du PS, le Premier ministre entend secouer son camp.

Surtout ne «pas pavoiser». En attendant de pouvoir tirer des enseignements électoraux tangibles de leur très courte victoire contre le Front national dimanche, les chefs de la majorité ont repris en boucle lundi les mots du néo-député du Doubs, Frédéric Barbier. Chômage, insécurité, montée du communautarisme, *«je suis extrêmement lucide sur l'état de la France»*, a martelé Manuel Valls, qui s'est rendu à deux reprises dans la circonscription de l'ancien ministre de l'Economie, Pierre Moscovici, pour battre le rappel des électeurs de gauche. En vain apparemment. *«La seule réponse, c'est le travail, persévérer pour apporter les réponses concrètes, obtenir des résultats face aux inquiétudes, aux angoisses et aux attentes des Français»*, analyse-t-il ce matin sur Europe 1. Lucide ou désabusé ? François Hollande a pourtant reconnu jeudi que résoudre le problème du chômage ne permettrait pas de mettre fin à la ségrégation territoriale, à la peur et, partant, à la poussée du Front national. *«Regardez l'Allemagne»*, a lâché le chef de l'Etat lors de sa conférence de presse à l'Élysée.

«Le FN représente un danger»

Pour Valls, qui se présente en rempart du Front national mais aussi de l'UMP, ce qu'il faut c'est une «République ferme, généreuse et bienveillante» loin d'une réponse «autoritaire, dure, qui fracture un peu plus notre pays». Après le cafouillage politique qu'a connu l'UMP cette

semaine sur les consignes de vote dans le Doubs, le chef du gouvernement tape sur le parti de Nicolas Sarkozy. *«Le Front national représente un danger surtout quand en face la digue n'est pas suffisamment solide»*, tonne-t-il. Mais il secoue également son camp, enfin prophète dans son parti. *«Pendant des années, nous avons laissé la Nation, la laïcité, la patrie, la République à d'autres. La gauche n'a pas suffisamment brandi ces thèmes»*, estime-t-il.

Dimanche, tous les membres du gouvernement et leurs équipes ont reçu, par mail ou SMS, des consignes extrêmement fermes : interdiction de réagir à cette législative partielle. Pas un mot, même pas un tweet. Ce qui a l'avantage d'éviter les couacs (et tout début de polémique interne sur la stratégie électorale) et de rendre encore plus visible la parole du chef du gouvernement mais réduit les ministres à de simples techniciens, ce que certains apprécient moyennement.

Dégagé de ces consignes, le premier secrétaire du PS Jean-Christophe Cambadélis n'hésite pas à sonner l'alarme, contre le Front national et... la désunion à gauche. Son discours, teinté de fatalisme, en dit long sur le désarroi socialiste. *«Personne n'est en mesure pour l'instant de contrer Marine Le Pen»*, a-t-il lâché sur France Info, vendant ses futurs «chantiers de l'égalité» comme un remède électoral et social. *«Il y a le feu au lac»*, juge celui pour qui il y a un risque de 21 avril aggravé en 2017. *«Nous sommes dans une situation où le Front national est en dynamique, perturbe l'UMP et l'absence d'unité réelle entre les forces de gauche lui donne des capacités à se déployer»*, insiste le patron du PS. Un appel relayé par le président de l'Assemblée, Claude Bartolone. Dans six semaines, les élections départementales doivent donner le «signal du rassemblement de la gauche». Pour Bartolone, la gauche rassemblée c'est *«la France qui gagne»*.

«Une autre réponse, très exigeante, c'est la République»

Les résultats économiques tardant toujours, c'est sur le terrain de l'éducation et de la sécurité que le gouvernement entend mettre le paquet. Attendu à Marseille en compagnie des ministres de l'Intérieur et de l'Education, Manuel Valls a finalement embarqué avec lui la secrétaire d'Etat chargée de la Ville, Myriam El Khomri pour étoffer la réponse du gouvernement.

Avant un hommage aux forces de l'ordre, qui ont été prises pour cible par des tirs de kalachnikov

dans la matinée dans un quartier de Marseille, le Premier ministre a dialogué avec des collégiens réunis au Camp des Milles, d'où furent déportées 2000 personnes pendant la Seconde guerre mondiale. «*En France, des gens se sentent indésirables, comment faire pour qu'ils se sentent quand même chez eux?*», l'interroge Kevin, mettant les pieds dans le plat.

Manuel Valls, qui reprend et défend son expression d'apartheid territorial social et ethnique, rebondit. La France est face à deux choix: «*une société dure, où l'islam serait l'ennemi numéro un. C'est un discours qui séduit beaucoup de Français parce qu'ils ont peur, c'est une réponse possible en Europe mais elle est contraire aux valeurs de notre pays. Il y a une autre réponse, très exigeante, c'est la République*». Ce qui fait un peu court.

liberation.fr-Laure BRETON

VI) Fraude fiscale : « Beaucoup de gens savaient, il y a eu des complicités » accuse le sénateur PCF Eric Bocquet

François Vignal



© AFP

L'affaire « SwissLeaks » sur l'évasion fiscale confirme que « les banques sont au cœur de ce système » selon le sénateur PCF Eric Bocquet, rapporteur d'une commission d'enquête du Sénat sur le sujet. Avec l'UDI Nathalie Goulet, il dénonce aussi l'optimisation fiscale, « sœur siamoise de la fraude », pratiquée par les grands groupes.

Les révélations du Monde et de plusieurs médias étrangers sur l'affaire « SwissLeaks » jettent une lumière crue sur l'évasion fiscale. Le journal a eu accès aux données bancaires de plus de 100.000

clients de la banque HSBC, dont plusieurs personnalités françaises, sur la période 2006-2007. « Ce n'est malheureusement pas une surprise » constate le sénateur PCF Eric Bocquet. Il avait été rapporteur de deux commissions d'enquête du Sénat sur le sujet, dont la seconde portait précisément sur le rôle des banques dans l'évasion fiscale. « C'est la confirmation de ce qu'on avait bien constaté. Les banques sont au cœur de ce système bien organisé » affirme le sénateur du Nord.

« *On savait qu'il y avait ces 3.000 noms* », rappelle la sénatrice UDI Nathalie Goulet, qui était vice-présidente de la seconde commission. « *La fraude fiscale est un sport national. Si vous tapez fraude fiscale sur le Net, il y a 10 liens de sociétés qui proposent une défiscalisation. Le rapport avait proposé de les interdire* », souligne-t-elle. Nathalie Goulet, qui préside actuellement la commission d'enquête du Sénat sur les réseaux terroristes, ajoute que « l'évasion fiscale est souvent très proche du blanchiment et le blanchiment n'est jamais loin du terrorisme ».

« Le système de l'évasion fiscale s'adapte très vite. La fraude se déplace »

Aujourd'hui, la situation n'est plus celle de 2007. « *Il y a une prise de conscience au niveau international. Chaque Etat a besoin d'éviter les pertes en ligne. La crise a renforcé la lutte contre la fraude* », remarque Nathalie Goulet.

La Suisse a notamment passé un accord avec la France dans laquelle elle s'engage à transmettre des renseignements bancaires. La cellule de « dégrisement » mis en place par Bercy a joué aussi son rôle, même si la sénatrice UDI pointe « *le verrou de Bercy. En matière de fraude fiscale, le ministère décide d'engager des poursuites ou de négocier. C'est une juridiction d'exception* ».

Eric Bocquet reconnaît qu'il y a eu « *un petit bougé* » face à la pression de « l'opinion publique ». « *La Suisse a bougé un peu car les Américains ont tapé du poing sur la table lors de l'affaire UBS et des évadés fiscaux américains* ». Mais le sénateur communiste souligne que « *le système de l'évasion fiscale s'adapte très vite. Du côté asiatique, à Singapour, à Hong Kong ou Doubaï, où on est moins regardant sur l'origine des fonds, ça se développe. La fraude se déplace. D'où la nécessité d'une action internationale coordonnée* ».

« Les paradis fiscaux sont très utiles pour les ventes d'armes »

En 2009, Nicolas Sarkozy clamait haut et fort : « *Les paradis fiscaux, c'est terminé* ». La réalité n'est pas si belle. « On compte encore 50 ou 60 paradis fiscaux dans le monde. Les critères sont l'opacité, une fiscalité nulle et pas de registre des trusts. Jersey, à deux pas de chez nous, en est un exemple », pointe Eric Bocquet, qui ajoute : « *Il y a eu de petits pas en avant. Mais entre les discours volontariste et la mise en œuvre concrète, il y a du chemin à faire* ». « *Les Italiens disent : entre le dire et le faire, il y a la moitié de la mer* », confirme Nathalie Goulet... Manuel Valls, lui, a assuré de sa détermination sur le sujet. « *Le gouvernement est très déterminé à lutter contre la fraude fiscale, contre ces paradis fiscaux, et continuera d'agir en ce sens pour ce qui nous concerne mais aussi au niveau européen* », a affirmé le premier ministre ce matin sur Europe 1.

Derrière la volonté politique affichée et les réformes déjà en place, pourquoi les choses n'ont-elles pas évolué, ou n'évoluent-elles pas plus vite ? La centriste Nathalie Goulet met ces freins sur le compte des « mauvaises habitudes ». Elle met même en cause l'intérêt des Etats : « Les paradis fiscaux sont très utiles pour les ventes d'armes au travers de commissions, ou pour un certain nombre d'activités. Beaucoup de gens utilisent les paradis fiscaux et les Etats ne sont pas les derniers à les utiliser ».

Son collègue communiste abonde et accuse : « Il y a eu de l'hypocrisie, voire du cynisme. Beaucoup de gens savaient. Il y a eu des complicités. J'en suis convaincu. Il faudrait cloisonner de manière hermétique le monde de la finance et celui de la politique. Il y a eu des affaires, comme celle de Cahuzac, qui ont montré que ce n'était pas le cas. Les intérêts des uns et des autres ne sont pas toujours cloisonnés. Il y a complicité ou du moins complaisance ». Eric Bocquet souligne le poids « du lobby financier à Bruxelles. C'est le plus représenté. Ce sont des dizaines de millions d'euros ».

« Le groupe Total dispose de 18 filiales aux Bermudes »

Les deux sénateurs pointent un autre problème, proche de l'évasion fiscale : l'optimisation. « Elle est la sœur siamoise de la fraude », dit Nathalie Goulet. Pour les Etats, c'est une manne d'argent beaucoup plus importante à rapatrier pour leurs

caisses vides. « En 2014, on a récupéré 1,8 milliards d'euros par la régularisation de particuliers. C'est bien. Mais l'évasion fiscale représente chaque année en France entre 60 et 80 milliards d'euros. Le gros paquet, ce sont les entreprises. Les grands groupes pratiquent l'évasion au quotidien », dénonce Eric Bocquet.

Le sénateur du Nord donne des exemples : « *Le groupe Total dispose de 18 filiales aux Bermudes. C'est une information connue de Bercy. A quoi cela sert-il ? Un article des Echos expliquait en juillet dernier que la Société Générale dispose d'une filiale aux Bermudes qui a réalisé 17 millions de chiffre d'affaire avec zéro salarié. LVMH ou BNP-Paribas disposent aussi de filiales dans les paradis fiscaux. Si on veut aller jusqu'au bout de la transparence, allons-y !* »

Mais alors que les réponses à apporter passent de plus en plus par le niveau européen, certains doutent de la capacité du président de la commission, Jean-Claude Juncker, à la mettre en œuvre. L'ancien premier ministre luxembourgeois est directement visé par le scandale du LuxLeaks sur la politique d'optimisation fiscale qu'il avait décidé quand il était à la tête du Duché. « Comment a-t-on pu en arriver à cette situation ? N'est-ce pas révélateur d'un certains malaise ? » s'interroge Eric Bocquet. Nathalie Goulet préfère voir les choses autrement : « *Jean-Claude Juncker est mieux placé que personne pour lutter contre la fraude fiscale compte tenu de ses précédentes préoccupations....* »

publicsenat.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

VII) PS : au conseil national, l'unité part en courants

Nathalie RAULIN (avec AFP)



Benoît Hamon au conseil national du PS, samedi . (Photo Albert Facelly.)

27 contributions, en vue du congrès de mai, ont été déposées, dont celle d'Aubry qui joue en solo.

Top départ de la foire d'empoigne au PS. Samedi, à l'occasion de leur conseil national (le parlement du parti), les différentes chapelles socialistes se sont bousculées pour faire entendre leurs différences dans la perspective du congrès qui se tiendra à Poitiers le 21 mai.

27 «contributions générales», au terme du raout, ont été déposées. Ce nombre «assez important», de l'aveu même du premier secrétaire du PS, Jean-Christophe Cambadélis, augure d'une multiplicité de tractations pour tenter de regrouper les points de vue d'ici au 11 avril, date limite pour le dépôt des «motions» qui seront soumises au vote des militants à Poitiers. L'enjeu ? Rien de moins que la direction du parti, le premier signataire de la motion arrivée en tête devenant premier secrétaire... Un fauteuil que Jean-Christophe Cambadélis n'entend abandonner à personne. D'où son offensive préparée de longue main.

Ombre. Entre «soutien indéfectible au gouvernement» et volonté d'aller plus loin, notamment sur la réforme fiscale ou la refonte de la carte scolaire, sa motion à lui, «les Chantiers de l'égalité», fédère déjà nombre de poids lourds du PS : les «hollandais», les proches du Premier ministre, le président de l'Assemblée nationale, Claude Bartolone, l'ex-Premier ministre Jean-Marc Ayrault et 78 premiers secrétaires fédéraux (sur une centaine). Pour lever tous les doutes quant à sa préférence, entre deux vibrants appels

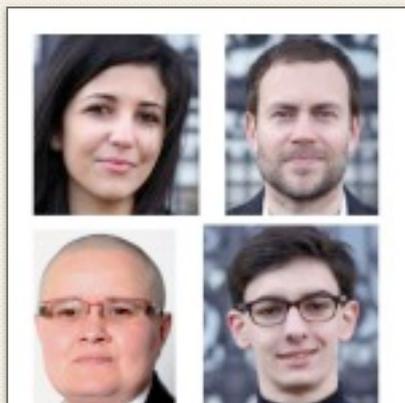
«au rassemblement» et à «l'unité», Manuel Valls a lui aussi, dimanche devant les secrétaires de section réunis à la Mutualité, rendu un hommage appuyé à Cambadélis qui, «depuis des mois, patiemment reconstruit le PS [...] sans relâche». Une première salve de soutien à laquelle devrait s'ajouter mercredi une brochette nourrie de parlementaires.

Seule véritable ombre au tableau pour Cambadélis : le cavalier seul de Martine Aubry. Alors qu'en juillet 2012, l'ex-première secrétaire du PS avait fait contribution commune avec le Premier ministre Jean-Marc Ayrault et les principaux ténors, la maire de Lille dépose cette fois un texte à part, signé des députés Jean-Marc Germain et Christian Paul : si dans «Pour réussir» elle appelle à s'engager «de manière claire, pour permettre à François Hollande de réussir le quinquennat», elle s'y inquiète aussi ouvertement d'une déconstruction «pierre par pierre» des acquis sociaux et de la poussée du «social libéralisme». «Notre modèle ne peut être l'individualisme et le consumérisme avec des horizons tracés par de nouveaux Guizot [président du Conseil en 1847, ndlr] qui clameraient "enrichissez-vous" pour paraître modernes !» avertit-elle, en réponse au souhait formulé début janvier par le ministre de l'Économie, Emmanuel Macron, que de jeunes Français «aient envie de devenir milliardaires».

Paris. Pour Cambadélis, un ralliement d'Aubry à sa future motion assoirait définitivement sa légitimité. «Rien n'est automatique», a rétorqué le député frondeur Christian Paul. La probabilité n'en est pas moins forte. Car de son côté, l'aile gauche du PS avance éclatée. Ses deux courants «Maintenant la gauche» (Emmanuel Maurel, Marie-Noëlle Lienemann...) et «Un monde d'avance» (Benoît Hamon, Aurélie Filippetti, des proches d'Arnaud Montebourg...) ont chacun déposé leur contribution. Tout comme les frondeurs de «Vive la gauche».

C'est que les attentats et les manifestations du 11 janvier ont rendu plus difficilement audibles les critiques en interne contre la politique menée par l'exécutif. L'issue du scrutin des départementales devrait donc être décisive. Un bon connaisseur du parti de prendre les paris : «Si le PS obtient un demi-succès aux scrutins des 22 et 29 mars, le congrès se passera tout simplement. Si c'est une lourde défaite, comparable aux municipales, cela aura des conséquences.»

VIII) Sarah Benbelkacem et Jérôme Giblin candidats MRC-PS-PRG au Kremlin-Gentilly



Benbelkacem Giblin Achour Piard Alors que les négociations avec le PCF n'ont pas abouti, MRC, PS et PRG ont décidé d'investir ensemble deux titulaires MRC et PS, et deux suppléants MRC et PS aux élections départementales de mars 2015 dans le canton de Gentilly Le Kremlin-Bicêtre.

PS aux élections départementales de mars 2015 dans le canton de Gentilly Le Kremlin-Bicêtre, des illustres inconnus...

Les deux candidats titulaires seront Sarah Benbelkacem, maire-adjointe au logement MRC au Kremlin-Bicêtre et Jérôme Giblin, conseiller municipal délégué à la santé et au handicap PS au Kremlin-Bicêtre et secrétaire de la Section PS du Kremlin-Bicêtre. « *Merci pour ce dernier, de son action pour les handicapés... Je cherche les résultats !* »

Leurs titulaires sont Christine Achour, conseillère municipale PS à Gentilly, et Estéban Piard, président du groupe MRC-PRG au Kremlin-Bicêtre.

Pour précision, tout cela a été décidé comme le vote passé, concernant la primaire de la première des socialistes au Kremlin-Bicêtre, entre-soi. En effet, Geneviève El Malki a été élue en bafouant les statuts du PS avec la complicité de la Fédération du PS du Val-de-Marne sans la prise en considération du vote ex-æquo des militants socialistes de la Section du Kremlin-Bicêtre. En définitive, ils obéissent au MRC et au Premier secrétaire fédéral du parti socialiste...

Je scrute (malgré moi) les résultats sur la ville...*je désespère...*

Le MRC est fidèle à lui même, il joue son rôle influençant les ambitions des uns et des autres, des soi-disants socialistes du Kremlin-Bicêtre qui n'existent plus depuis fort longtemps, tant avides de postes et de pouvoirs, en oubliant totalement l'intérêt général, pour obtenir gain de cause notamment des délégations sur la ville...et plus.

Le Val-de-Marne de gauche est à la dérive...

IX) Harcèlement scolaire : et les profs dans tout ça?

Le HuffPost | Par Sandra Lorenzo



Harcèlement scolaire : et les profs dans tout ça? | PeopleImages.com via Getty Images

Et si les profs avaient leur part de responsabilité? Voilà ce qui ressort de certains témoignages de victimes de harcèlement scolaire. A l'image des parents de Marion, collégienne de 13 ans qui s'est suicidée en février 2013 après des mois de souffrance : "nous pensons que l'équipe éducative a failli à ses obligations et qu'elle est par conséquent responsable du suicide de Marion" affirmait l'avocat du couple, Me David Père, dans La Croix. Même accusation envers un instituteur et la directrice d'une école montpelliéraine pointés du doigt dans un cas d'harcèlement d'un jeune garçon en CM1 entre 2007 et 2008.

Des professeurs qui ferment les yeux sur les faits de harcèlement? Voilà certainement l'une des pires craintes des parents d'élèves. Ce vendredi 6 février, Najat Vallaud Belkacem a présenté son plan anti-harcèlement à l'école. Pour la ministre de l'Education nationale, il faut "rompre le silence" et agir justement sur deux points : la formation des enseignants et la prise en charge des familles.

Repérer, observer et orienter

A priori, les mesures de la ministres vont dans le bon sens. Selon les documents officiels, les professeurs, comme les autres membres de la vie scolaire doivent être capables de repérer, d'écouter et d'orienter l'élève en souffrance vers le chef d'établissement. Or, sur le terrain, les professeurs interrogés ne se sentent pas armés pour répondre à ce genre de mission, selon les témoignages recueillis par Le HuffPost. "La plupart du temps, constate Emilie* professeur stagiaire d'histoire-géographie dans un collège de la région de Montpellier, il s'agit de problèmes larvés qu'on ne découvre que plus tard, au cours du conseil de classe par exemple."

Emilie profite pourtant de la réforme du CAPES et des nouveaux dispositifs de formation mis en place à la rentrée 2014 mais elle estime que sa génération "essuie encore les plâtres" et ne sera pas forcément plus apte à faire face au harcèlement scolaire que les précédentes. Cette nouvelle formation ne répond donc pas à ses attentes professionnelles. "Il nous faudrait une formation plus concrète pour mieux comprendre ce qui se joue dans ce genre de situations", affirme-t-elle. L'expérience ne semble pas forcément pallier la formation des professeurs, Aurélie* professeur de français de 59 ans dans un collège difficile du Sud Est n'a pas l'impression de pouvoir pleinement remplir sa fonction d'observation : "Pendant la récréation, le déjeuner, c'est le CPE (Conseiller Principal d'Education NDLR) qui est dans la cour avec les élèves, il est le mieux placé pour observer les possibles

Casser du gentil?

Pour ces deux professionnelles qui n'ont jamais eu à faire à des problèmes de harcèlement au sein de leurs classes, poser la question du rôle de l'enseignant dans le phénomène de harcèlement n'est pas facile. Cela rappelle cependant à Emilie un cours reçu au cours de sa formation : "Si l'on remarque qu'un élève commence à faire le show, à perturber les autres, certains formateurs nous ont conseillé d'essayer de s'en prendre à son public. S'il n'a plus de public, il se calmera de lui-même. Ainsi, en cassant la solidarité qui existe envers le meneur, on va parfois être un peu plus dur envers un autre élève qui a priori n'avait rien fait pour le bien du groupe".

Maria Pagoni-Andreani, professeur en Sciences de l'éducation à l'Université de Lille 3 et responsable d'une étude sur le harcèlement scolaire menée dans trois collèges de l'académie lilloise entre 2012 et 2014 reconnaît quant à elle plutôt le rôle primordial que les professeurs doivent jouer dans la prévention du harcèlement. "Il est important d'aider les élèves à différencier les différents langages utilisés pour caractériser les situations de harcèlement. Il y a le langage de la loi et de la sanction qui peut par exemple être utilisé par un référent de police, il y a aussi le langage des valeurs qui peut être utilisé en classe pendant un cours d'histoire, d'éducation civique ou de débat philosophique. Les enseignants jouent un rôle important dans la construction de la signification des valeurs qui sont concernées par les situations de harcèlement, comme le respect, l'altérité ou la justice".

Professeur + CPE + infirmière + surveillant +...

Au cours de ses recherches, Maria Pagoni-Andreani dont les travaux seront présentés mercredi 11 février, a aussi constaté que c'était les actions conjointes des CPE, infirmières, documentalistes et enseignants qui avaient le plus d'effet sur les élèves : "chacun de ces professionnels a sa vision des élèves, monter des actions communes permet de mieux croiser ces points de vue et construire un projet cohérent et clair pour les élèves". De cette façon, les élèves ne pensent plus que ces règles du bien-vivre ensemble n'ont plus lieu dans la cour de récréation ou dans les toilettes. Un avis que partage, Hélène*, 42 ans, CPE dans un collège difficile d'une grande agglomération de la région PACA. "Nous animons parfois avec des professeurs, la documentaliste et l'infirmière des heures de vie de classe où nous pouvons discuter de tout ça".

Grâce à une formation particulière sur "le climat scolaire" et après quinze ans de carrière, Hélène est certainement mieux formée pour repérer et agir sur ce genre de comportement : "dans la cour, les élèves viennent me parler, ils savent que nous avec les surveillants sommes là pour les écouter autant que pour assurer leur sécurité".

Le "tabou" des professeurs harceleurs?

Il y a aussi l'exception, celle du professeur harceleur. Un phénomène plus rare et bien moins documenté que le harcèlement entre élèves. En janvier 2012, peu de temps après que la campagne contre le harcèlement scolaire a été dévoilée, une enseignante a pris la parole dans une tribune publiée sur Le Plus pour dénoncer le fait que l'on ne s'intéressait pas au "vrai" problème, un phénomène qu'elle qualifiait de "tabou absolu". "Officiellement, écrit-elle, le prof harceleur n'existe pas. Il y a une vraie volonté d'étouffement de ce genre de problèmes. J'en ai vu des profs qui s'épanouissent joyeusement dans leur boulot depuis 15 ou 20 ans en pourrissant la vie de certains élèves, et qui ont été précédés par d'autres, tout aussi sereins dans leur façon d'enseigner, avec une conception très 'personnelle' des choses... Claques aux élèves, insultes, humiliations répétées, tout ça en totale impunité".

Une prise de position vivement critiquée puisque l'enseignante en question mettait dans le même temps en doute les chiffres avancés par le ministère (un élève sur dix victimes de

harcèlement) et minimisait le harcèlement entre élèves à quelques moqueries qui pouvaient endurcir l'élève et l'aider dans sa vie future pour faire face aux difficultés. Malgré tout, était posée la question du professeur harceleur. A partir de quand un professeur dépasse-t-il ses fonctions et harcèle un élève? Preuve qu'il n'y a pas de volonté d'étouffement, en février 2013, un cas de ce genre a été par exemple signalé dans un établissement des Landes à l'encontre d'un professeur d'EPS soupçonné d'avoir humilié à plusieurs reprises des élèves.

Un sujet d'autant plus difficile à étudier que de plus en plus de professeurs se sentent seuls face à leur classe et en souffrance de ne pas voir leur parole entendue ni leur position soutenue par leur hiérarchie.

huffingtonpost.fr

A Suivre...
La Presse en Revue

**La Presse en Revue part
aux skis du 15 au 23
février 2015**



Bonne neige...

